

Service eau risques environnement et sécurité
Bureau prévention des risques

Arrêté du 29 SEP. 2023

portant approbation du plan révisé de prévention du risque inondation de l'Albigeois

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement et ses articles L562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-11 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2023 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** la décision du 23 décembre 2022 de l'autorité environnementale, portant décision de dispense d'une évaluation environnementale en application des articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17-II et R122-18 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 01 juillet 2020 et son arrêté modificatif en date du 3 août 2022 relatifs à la prescription de la révision du PPRi sur le bassin versant de l'Albigeois prorogés par arrêté préfectoral en date du 11 juillet 2023 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 2023 portant ouverture de l'enquête publique relative à la révision du PPRi sur le bassin versant de l'Albigeois qui s'est déroulée du 30 mai au 29 juin 2023 ;
- Vu** l'avis favorable à l'approbation de la révision du PPRi sur le bassin versant de l'Albigeois émis par le commissaire enquêteur dans les conclusions de son rapport en date du 15 juillet 2023 et dans son avis complémentaire en date du 07 août 2023
- Vu** le rapport du directeur départemental des territoires pour le préfet du Tarn, relatif à la demande d'approbation du PPRi sur le bassin versant de l'Albigeois en date du 11 septembre 2023;

Considérant que la révision du PPRI de l'Albigeois, approuvé en 2004, est nécessaire pour prendre en compte les évolutions de la doctrine nationale en matière de risques ainsi que pour effectuer un bilan des enjeux exposés, la précision des outils géomatiques et la connaissance des phénomènes s'étant affinées. Cette révision s'inscrit en cohérence avec celles des PPRI révisés dans le Tarn (Agout aval, Sor, Durenque...);

Considérant que par la réalisation de ses engagements, telle que décrite dans le rapport en date du 11 septembre 2023 du directeur départemental des territoires pour le préfet du Tarn relatif à la demande d'approbation du PPRI sur le bassin versant de l'Albigeois, le responsable de projet répond en ce sens aux conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant que les modifications et ajouts au dossier suite aux observations du commissaire enquêteur ne mettent pas en cause l'économie générale du plan soumis à l'enquête publique ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Tarn,

ARRETE

Article 1 : L'arrêté du 18 mai 2004 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de l'Albigeois actuellement en vigueur est abrogé.

Article 2 : Le plan révisé de prévention du risque inondation sur le bassin versant de l'Albigeois est approuvé. Les pièces du dossier, prévues à l'article R562-3 du code de l'environnement, sont annexées au présent arrêté.

Article 3 : Le plan révisé de prévention du risque inondation sur le bassin versant de l'Albigeois concerne l'ensemble du territoire concerné par la problématique inondation sur la rivière Tarn et ses affluents en aval du Saut du Sabo des communes suivantes : Albi, Arthès, Bellegarde-Marsal (uniquement la partie ex-Bellegarde), Cagnac-les-Mines, Cambon, Cunac, Fréjairrolles, Le Garric, Lescure-d'Albigeois, Mouzieys-Teulet, Puygouzon, Saint-Juéry, Saussenac, Le Sequestre, Valdériès et Villefranche-d'Albigeois ;

Article 4 : Une copie du plan sera notifiée aux maires des communes visées à l'article 3 et aux présidents de la communauté d'agglomération de l'Albigeois, de la communauté de communes Carmausin-Ségala, de la communauté de communes des Monts d'Alban et du Villefranchois et de la communauté de communes VAL 81.

Article 5 : Conformément à l'article R562-9 du code de l'environnement, le présent arrêté fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn ainsi que dans la « Dépêche du Midi » rubrique « annonces légales ».

Article 6 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au moins dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable.

Article 7 : Le plan approuvé sera tenu à la disposition du public à la préfecture du Tarn, dans les mairies citées à l'article 3 et aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable cités à l'article 4. Cette mesure de publicité fait l'objet d'une mention avec les publications et l'affichage prévus à l'article précédent

Article 8 : Conformément à l'article L562-4 du code de l'environnement, le plan de prévention du risque inondation sur le bassin versant de l'Albigeois, servitude d'utilité publique au titre de la sécurité publique, sera, conformément à l'article L-153-60 du code de l'urbanisme, annexé au document d'urbanisme par le maire de chacune des communes citées à l'article 3 ou par le président de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'établissement des documents d'urbanisme cités à l'article 4 dans un délai de trois mois à compter de la date d'approbation du PPRI.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, ainsi que le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Albi, le

29 SEP. 2023



François-Xavier LAUCH

Délais et voies de recours – " La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Toulouse d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou auprès du Ministre chargé de la transition écologique. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de mois vaut rejet implicite)".